



[Imprimer](#)

Un geste pour la planète : l'impression de cette information est-elle vraiment nécessaire ?

L'hébergement d'urgence dans une crise de moyens

Le Monde | 15.12.11 | 12h31 • Mis à jour le 15.12.11 | 12h32



La recommandation est suffisamment inhabituelle pour être soulignée. Dans un rapport d'évaluation sur *"la politique publique de l'hébergement des personnes sans domicile"*, rendu public jeudi 15 décembre, la Cour des comptes, garante de la bonne utilisation des deniers publics, préconise, à mots feutrés, de mettre plus d'argent en faveur de l'hébergement d'urgence: *"Il n'apparaît pas déraisonnable de se donner les moyens de créer des places [d'hébergement] supplémentaires en zones tendues. En effet, la situation traditionnelle et inconfortable dans laquelle l'offre d'hébergement court en permanence après la demande d'hébergement n'a pas été encore interrompue, malgré des résultats importants en termes de sorties vers le logement."*

Ce constat intervient à l'issue de près de 250 pages d'analyse de la "stratégie de refondation" du secteur annoncée en novembre 2009 par Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au logement. Cette réforme a pour ambition de sortir d'une logique saisonnière de gestion de crise et de favoriser la sortie vers un logement durable. Elle s'appuie sur deux piliers : la mise en place d'un service public de l'hébergement et de l'accès au logement, et le développement d'une offre de logement accessible aux personnes modestes.

Entre 2004 et 2010, le nombre de places est passé de 51 103 à 82 890 (+62,2%). Mais le constat de la Cour est clair: *"Les résultats escomptés ne sont pas encore atteints."* Demandé par le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, sur proposition du Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques du Parlement, le travail de la Cour pointe en filigrane les lacunes et blocages d'une politique dont l'objectif premier est le *"logement d'abord"*.

Première faiblesse : la "stratégie de refondation" a été définie et mise en œuvre à partir de données statistiques obsolètes et d'études fragmentaires sur la population des sans-abri. Or cette population a non seulement beaucoup augmenté en dix ans – elle avoisinerait aujourd'hui les 150 000 personnes –, mais elle s'est aussi profondément transformée. Selon un rapport à paraître de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars), basé sur les statistiques annuelles du 115, le numéro d'urgence d'aide aux sans-abri, les demandes d'hébergement émanent désormais pour moitié de familles avec enfants. A Paris et en région parisienne, celles-ci peuvent représenter jusqu'à 80 % du public du 115. Quant aux jeunes, au niveau national, leur proportion est passée entre les hivers 2009-2010 et 2010-2011 de 8 % à 11 %.

La réforme n'a pas non plus permis d'améliorer l'orientation des personnes sans abri, jugée encore *"très imparfaite"* par la Cour des comptes. Les services intégrés d'accueil et d'orientation (SIAO), qui devaient permettre dans chaque département de mieux coordonner l'offre et la demande et de suivre les personnes dans leur parcours d'insertion dans le logement, fonctionnent peu ou mal.

"Sur beaucoup de territoires, les SIAO ont bien été mis en place mais les anciennes habitudes de travail ont perduré, confirme Matthieu Angotti, directeur général de la Fnars. Dans le pire des cas, ce sont même des coquilles vides." Autre problème non résolu, celui de la saturation du 115. Toujours selon l'étude de la Fnars, plus de la moitié des demandes d'hébergement faites le jour même ne donnent pas lieu à l'attribution d'une place. Dans certains départements, les non-attributions peuvent même atteindre de 60% à 65%. L'absence de places disponibles est le principal motif de refus.

Le recours aux nuitées d'hôtel ne cesse d'augmenter. Leur nombre a doublé depuis 2004. Or, souligne la Cour des comptes, cette solution *"n'est pas conforme aux objectifs de la politique menée depuis 2007. Par ailleurs, leur coût pour le budget de l'Etat est particulièrement élevé [93 millions d'euros en 2010]."* Le gouvernement a tablé un peu trop vite sur les résultats de sa réforme et sur les économies qu'elle pourrait engendrer. *"Les mesures prises pour accélérer les sorties vers le logement sont longues à mettre en place et ne peuvent pas alléger à court terme la pression sur le dispositif d'hébergement"*, avertissent les experts de la rue Cambon.

La mise en œuvre de la "stratégie nationale" laisse aussi apparaître des lacunes en termes d'organisation et de pilotage. *"Le délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement (Dihal) chargé du pilotage administratif central ne dispose pas des moyens de sa mission"*, souligne la Cour. A la décharge de l'Etat, la Cour note que le déploiement de la réforme est intervenu dans une période difficile. La crise, qui a mécaniquement

entraîné une augmentation forte des demandeurs d'hébergement (ménages précaires et demandeurs d'asile) a saturé un dispositif pourtant en forte augmentation. Enfin, au niveau local, le projet gouvernemental a souffert de la réforme concomitante de l'administration territoriale, qui a modifié l'organisation des services départementaux, principaux rouages de la mise en œuvre du plan gouvernemental.

Catherine Rollot

Article paru dans l'édition du 16.12.11



© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact | Publicité | Abonnements

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'actualité. Découvrez chaque jour toute l'info en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.



En bref

STATUE. Après s'être balladée sur le quai Rambaud à la Confluence près de la Sucrière, la statue *Only Lyon* sera scindée pour quelques temps. Le lion rouge revient sur la place Bellecour aujourd'hui, devant le pavillon de l'Office du tourisme. Les lettres, quant à elles, vont subir une rénovation qui doit durer plusieurs semaines.

GRÈVE Une cinquantaine d'écoles du 1^{er} degré seront fermées dans le Rhône ce jeudi, en raison d'une grève des enseignants, à l'initiative d'une intersyndicale des premier et second degré. Les syndicats protestent contre un décret du gouvernement visant à confier l'évaluation des professeurs au chef d'établissement, et non plus à un inspecteur. Une manifestation est prévue à 14 heures place Guichard

L'hébergement d'urgence refait débat

- ◊ Associations et syndicats lyonnais tirent la sonnette d'alarme et ont alerté le préfet
- ◊ Selon eux, le nombre de personnes sans solution de logement a doublé en un an



► Les SDF ne sont plus seulement des hommes seuls, la majorité d'entre eux ont une famille.

Dans un courrier adressé à la préfecture, les professionnels de l'urgence sociale et cinq syndicats accusent cette dernière de laisser chaque soir 376 personnes sans solution d'hébergement. "C'est deux fois plus que l'an dernier", s'insurge Maud Bigot, du Réseau de l'urgence sociale. "Le préfet avait pourtant annoncé pour cette année vouloir ouvrir 650 places supplémentaires, il n'en a ouvert que 402."

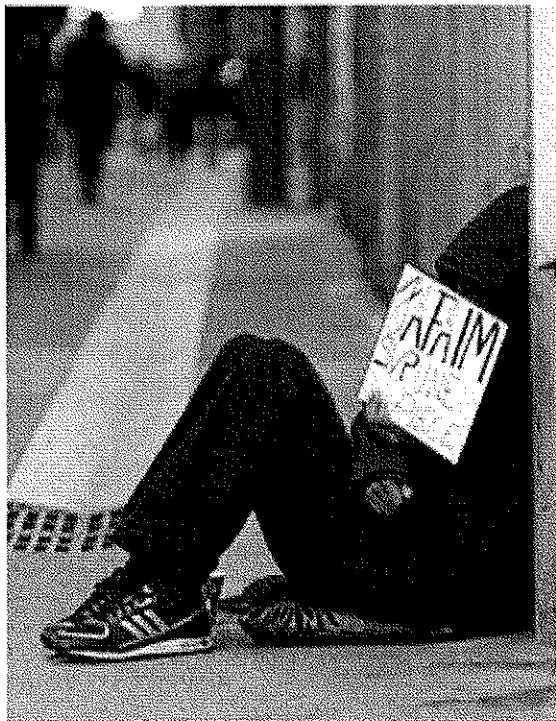
Le Collectif classe (association aidant les enfants des squats à se scolariser) pointe la mauvaise qualité de l'hébergement proposé pour les sans-abri. "Avec la

crise, nous voyons apparaître de nouveaux pauvres, des gens qui dorment dans leur camionnette", complète Rosario Elia, secrétaire départementale de la FSU. Et le représentant des Enfants de Don Quichotte, Daniel Jacquin, prévient que si rien n'est fait des actions seront menées. Dans leur ensemble, les signataires se désespèrent aussi que rien ne soit envisagé pour proposer un logement à ceux qui auront trouvé une place pendant le dispositif hivernal, ce qui est contraire à la loi Dallo, selon eux. La préfecture, de son côté, rappelle que la loi dé-

clenchant l'ouverture des places prévues dans le cadre du plan de renfort hivernal, ne s'applique qu'en cas de température de -5°, pendant trois jours consécutifs. Par ailleurs, dès aujourd'hui, le site de Fontaines-sur-Saône sera ouvert offrant 80 lits supplémentaires. Enfin, elle insiste sur le fait que 2 750 places ont été proposées en centre d'hébergement et de réinsertion sociale pendant toute l'année 2010, et que 800 personnes ont depuis retrouvé un logement.

XAVIER THOUVENOT
WWW.METROFRANCE.COM

LES ASSOCIATIONS S'AGACENT



Mardi soir 54 hommes seuls ont appelé le 115 dans le Rhône.

hébergement Plus de 300 personnes resteraient à la rue chaque soir

Découragés par le temps d'attente ou le manque de solutions, ils ont préféré ne pas faire de bruit et retourner dormir une nuit de plus dans la rue. Combien sont-ils exactement ? Les associations ont du mal à avancer un chiffre. « En tout cas 376 personnes ont appelé le 115 mardi soir et comme on n'avait pas de places d'hébergement à leur proposer, elles ont passé la nuit dehors », déclare Baptiste Meneghin, membre de la coordination des professionnels de l'urgence. « C'est deux fois plus que l'an dernier alors que les températures sont beaucoup plus clémentes, rajoute sa collègue

Maud Bigot. On commence à voir les effets de la crise sur le terrain ».

Essentiellement des familles

Daniel Jacquin, responsable départemental des Enfants de Don Quichotte va même plus loin : « On peut raisonnablement penser qu'il y a en réalité cinq fois plus de personnes qui dorment dans la rue. Car toutes n'appellent pas le 115 ». Réunies hier, les associations de l'urgence sociale ont souhaité mettre la pression sur la Préfecture en lui adressant un courrier afin de lui rappeler que le dispositif hivernal prévoyant l'ouverture de 650 places n'en propose que 380 actuellement. « Ce ne sont pas les places qu'il manque mais surtout une volonté politique », dénonce Daniel Jacquin. « Je ne comprends pas pourquoi les choses n'avancent pas. Trois mois passés dans la rue, c'est trois ans pour s'en sortir », ajoute Maud Bigot. « Aujourd'hui, de plus en plus de familles sont concernées. Les sans-abri ne sont plus seulement des clochards qui vivent depuis 20 ans dans la rue », précise Rosario Elia du syndicat FSU, chiffres à l'appui. Sur les 376 personnes qui ont appelé le 115 mardi soir, 224 faisaient partie d'une famille, 45 étaient des femmes seules avec des enfants, 54 des hommes seuls, 16 des femmes seules, 15 couples sans enfant et 7 grands-parents avec leurs petits-enfants.

Le nombre de places

L'ancienne maison de retraite de Fontaines/Saône dotée d'une capacité de 80 lits doit accueillir ses 1ers pensionnaires ce matin. Ce qui porte à 482 le nombre de places ouvertes à ce jour. Selon la Préfecture, 170 autres places seront disponibles début janvier.

[Connexion](#) | [Inscription](#) | [Mot de passe oublié ?](#)[Newsletters](#)[Votre journal en PDF](#)[Contactez-nous](#)[Allez-vous](#)**LE PROGRÈS** 

Jeudi 15 décembre 2011

Lyon



11 °C

7 °C

[A la Une](#) | [Faits Divers](#) | [France - Monde](#) | [Sports](#) | [ASSE](#) | [OL](#) | [Loisirs](#) | [Culture](#) | [Vidéos](#) | [Salons](#) | [Annonces](#) | [Avis de décès](#)[Ma région](#)[Ain](#)[Jura](#)[Loire](#)[Haute-Loire](#)[Rhône](#)[Mes communes](#)[Archives](#)[Rechercher](#)Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Rhône](#)[Lyon](#) | [Villefranche](#) | [Tarare](#) | [Villeurbanne](#) | [Oullins](#) | [Bron](#) | [Vénissieux](#) | [Rillieux](#)

+ de zones de vie

[Rechercher une commune](#)

Rhône. 650 places supplémentaires d'hébergement d'urgence cet hiver

Vu 187 fois | Publié le 14/12/2011 à 15:05

[Réagissez](#)[Twitter](#) 0[Recommander](#) 4

Après les inquiétudes manifestées par cinq syndicats et quelques associations lyonnaises concernant l'hébergement d'urgence dans le département, la préfecture confirme l'ouverture de 650 places supplémentaires dans le cadre du plan de renfort hivernal 2011/2012. Le préfet a donc décidé de ne pas recevoir ces associations dont il n'a toujours pas reçu la lettre.

La préfecture précise que l'ouverture de ces places supplémentaires s'effectue progressivement depuis le 3 novembre dernier, alors même qu'il n'y a pas d'obligations légales.

La totalité des capacités supplémentaires sera déployée et fonctionnelle d'ici le début du mois de janvier. Ces capacités s'ajoutent aux places ouvertes toute l'année.

A ce jour, 402 places supplémentaires sont ouvertes et entièrement occupées. Il s'agit de :

- Saint Irénée, 100 places
- Vénissieux, 60 places
- Logements d'urgence Armée du Salut, 60 places
- Villefranche, 20 places
- Belleville, 2 places
- Hôtels, 130 places
- Surcapacités CHRS, 30 places

Le site de Fontaines sur Saône ouvre ses portes le 15 décembre pour une capacité de 80 places.

Au total, ce sont 482 places qui seront ouvertes au 15 décembre.

170 places ouvriront début janvier. Il s'agit des sites de Villeurbanne, (80 places), de Lyon, rue de Créqui (40 places) et de Tassin la Demi Lune (50 places).

La préfecture indique également qu'elle n'ira pas au-delà du dispositif annoncé "car il n'y a aucune nécessité".

[+ de tags](#)[Rhône](#)[Actualité](#)[» Dernières minutes](#)[» A la Une](#)[Social](#)[A lire aussi](#)[Hébergement d'urgence à Lyon: la préfet refuse de recevoir syndicats et associations](#)[Cinq syndicats et des associations lyonnaises s'alarment sur l'hébergement d'urgence](#)[Notez cet article](#)[Alertes info](#)

Soyez les premiers informés : inscrivez-vous à nos alertes mail
[je m'inscris](#)

LE PROGRÈS.fr

[A la Une](#) | [Faits Divers](#) | [France - Monde](#) | [Sports](#) | [ASSE](#) | [OL](#) | [Loisirs](#) | [Culture](#) | [V](#)

[Ma région](#) [Ain](#) [Jura](#) [Loire](#) [Haute-Loire](#) [Rhône](#) [Mes communes](#)

Vous êtes ici : [Accueil](#) [Actualité](#) [Dernières minutes](#)

Rhône. Hébergement d'urgence à Lyon: le préfet refuse de recevoir syndicats et associations

Vu 329 fois | Publié le 14/12/2011 à 19:02

Réagis:

Tweet 0

Recommander 13

Le préfet du Rhône, Jean-François Carencu, a décidé mercredi à Lyon de ne pas recevoir les syndicats et associations qui lui demandaient la veille un rendez-vous pour aborder la question de l'hébergement d'urgence, en «situation de crise» selon eux

Dans un communiqué, le préfet a confirmé l'ouverture de 650 places supplémentaires dans le département, «dans le cadre du plan de renfort hivernal».

«Ces capacités s'ajoutent aux places ouvertes toute l'année», souligne le communiqué du préfet. Selon la préfecture, 2700 places restent ouvertes toute l'année dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale du Rhône.

«Le préfet du Rhône met en place le dispositif annoncé et à ce jour, il n'ira pas au-delà car il n'y a aucune nécessité», souligne le communiqué. «Nous verrons plus tard si des gymnases doivent être réquisitionnés», ajoute le préfet.

Mardi, cinq syndicats du Rhône (CGT, CFDT, FSU, SUD/Solidaires, Unsa) et des associations, dont la Fondation Abbé Pierre, la Ligue des Droits de l'Homme, la FCPE ou RESF, avaient tiré la sonnette d'alarme sur la question de l'hébergement d'urgence des sans-abri dans l'agglomération lyonnaise, déplorant que chaque soir, 300 personnes restaient à la rue.

Ils avaient demandé au préfet une réunion d'urgence, pour envisager avec lui «les solutions à mettre en oeuvre face à la situation de crise».

+ de tags

Actualité

◦ Dernières minutes
Rhône

A lire aussi

650 places supplémentaires d'hébergement d'urgence cet hiver

Cinq syndicats des associations lyonnaises s'alarment sur l'hébergement d'urgence

Notez cet article

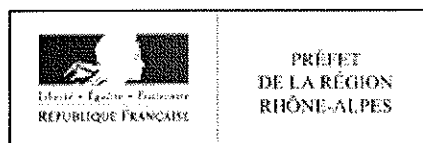
Alertes info

Soyez les premiers informés : inscrivez-vous à nos alertes

[je m'inscris](#)

Tweet 0

Recommander 13



Les services de l'Etat de la région Rhône-Alpes & du Rhône

Vous êtes ici : [Accueil](#) > Actualités

Hébergement d'urgence dans le Rhône

14/12/2011

En réponse à l'article paru le 14 décembre dans le Progrès concernant les inquiétudes de cinq syndicats et quelques associations lyonnaises sur l'hébergement d'urgence dans le département du Rhône, Jean-François CARENCO, le préfet de la région Rhône Alpes, préfet du Rhône confirme l'ouverture de 650 places supplémentaires d'hébergement d'urgence dans le cadre du plan de renfort hivernal 2011/2012 dans le département du Rhône.

L'ouverture de ces places supplémentaires s'effectue progressivement depuis le 3 novembre dernier, alors même qu'il n'y a pas d'obligations légales.

La totalité des capacités supplémentaires sera déployée et fonctionnelle d'ici le début du mois de janvier. Ces capacités s'ajoutent aux places ouvertes toute l'année.

A ce jour, 402 places supplémentaires sont ouvertes et entièrement occupées.

Il s'agit de :

- Saint Irénée, 100 places
- Vénissieux, 60 places
- Logements d'urgence Armée du Salut, 60 places
- Villefranche, 20 places
- Belleville, 2 places
- Hôtels, 130 places
- surcapacités CHRIS, 30 places

Le site de Fontaines sur Saône ouvre ses portes le 15 décembre pour une capacité de 80 places.

Au total, ce sont 482 places qui seront ouvertes au 15 décembre.

170 places ouvriront début janvier.

Il s'agit des sites de :

- Villeurbanne, 80 places,
- Lyon, rue de Créqui, 40 places
- de Tassin la Demi Lune, 50 places.

Les annonces faites sont tenues. Oui, le préfet du Rhône met en place le dispositif annoncé et à ce jour, il n'ira pas au delà car il n'y a aucune nécessité. Les appels sans suite au 115 ne sont pas tous en provenance de personnes à la rue.

Le plan se déroule tel que prévu. Nous verrons plus tard si des gymnases doivent être réquisitionnés.

Le préfet a donc décidé de ne pas recevoir ces associations dont il n'a toujours pas reçu la lettre.